



Quand l'hydre terroriste s'empare du "Pays des Hommes Intègres"

Une analyse du terrorisme au Burkina Faso



© AA / Tunis

Oscar BOUQUILLON

Association Werra

Juillet 2021



Jeune travailleur humanitaire, spécialisé dans la gestion de la sécurité d'ONG internationales de terrain, **Oscar Bouquillon** se concentre principalement sur les questions relatives au terrorisme et à la géopolitique sur le continent africain.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juillet 2021



INTRODUCTION

Depuis maintenant huit ans, la région du Sahel connaît une insurrection armée de groupes ethniques et confessionnels luttant entre eux et contre les États des pays de la zone, principalement dans le Liptako-Gourma (Nord du Mali, Burkina Faso et Niger). Initié par l'effondrement du régime libyen, conduisant à l'insurrection touarègue et au coup d'État au Mali en 2012 - 2013, la guerre au Sahel reste polarisée sur le cas malien. L'analyse médiatique de ce conflit reste également à la surface des événements, amalgamant les belligérants sous le label "terroriste" ou ne prenant en compte que les grands événements dans leurs grilles d'analyses - comme la constitution du G5 Sahel, le rythme des coups d'États successifs au Mali ou encore la mort d'Idriss Déby au Tchad.

Le but de cette analyse est de mettre en évidence les lignes de fractures et les dynamiques conflictuelles à l'œuvre dans un pays de la région occulté par le cas malien : le Burkina Faso.

Dans un premier temps, il est nécessaire d'observer le contexte particulier du cas burkinabè, pour comprendre comment il s'insère dans la dégradation sécuritaire sahélienne. Ensuite, un état des lieux des forces en présence, montrant les particularités du pays par rapport à ses voisins est un passage obligé. Enfin, cette analyse serait incomplète sans un exercice de prospective sur les futurs développements potentiels du conflit dans le pays et ses répercussions sur la région.

Un pays fragile confronté à l'instabilité de ses voisins

Pour comprendre le conflit en cours au Burkina Faso, il faut revenir à l'émergence de la toute jeune démocratie. En 2014, le régime autoritaire du président Blaise Compaoré - ex-compagnon de route du révolutionnaire socialiste Thomas Sankara - est renversé par des manifestations populaires massives. Dénonçant les pillages et la mainmise de l'armée sur le pays, la jeunesse burkinabè fait entendre sa voix dans les rues du pays alors que Blaise Compaoré se représente pour un troisième mandat en 2015. Le renversement du régime force l'ancien président à s'exiler en Côte d'Ivoire et porte Roch Marc Christian Kaboré à la présidence, élu démocratiquement. La disparition du régime Compaoré vient détériorer l'appareil sécuritaire burkinabè, dans la mesure où de nombreuses purges touchent les hauts rangs de l'armée pour



imposer le contrôle civil et éviter un coup d'État militaire qui ramènerait l'armée au pouvoir. Toutefois, l'instabilité de la transition crée un vide sécuritaire qui se greffe aux faiblesses structurelles du pays en matière de gouvernance et de respect de l'État de droit, favorisant l'irruption de groupes terroristes depuis le Mali voisin - comme l'EIGS (État Islamique au Grand Sahara), le GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) ou encore le groupe burkinabè Ansarul Islam¹.

À la faveur de l'effondrement libyen - ayant déversé plus de 20 millions d'armes sur le Sahel² - de la contagion terroriste au Mali et du départ du régime Compaoré, les premiers troubles sécuritaires commencent en 2015 au Burkina Faso. Les premiers attentats viennent frapper un hôtel et un restaurant de Ouagadougou en 2016 puis le quartier général de l'armée et l'Ambassade de France en 2018³. La dégradation sécuritaire s'intensifie nettement à partir de 2019, les groupes armés qui attaquaient principalement les Forces de Défense et Sécurité (FDS) s'en prennent désormais à toute représentation de l'État - administration, école, notables, personnalités locales, religieuses ou politiques et aux populations. Les infrastructures comme les routes, les marchés et les hôpitaux sont aussi sévèrement touchés⁴. L'aggravation du conflit amorce une spirale de la violence où les FDS, secondées par des milices d'autodéfenses populaires issues des ethnies Mossi et Foulbé, répondent aux attaques en réprimant violemment certaines franges de la population civile qu'elles accusent de collusion avec les terroristes islamistes étrangers - notamment la communauté peule - ce qui vient communautariser le conflit sur des lignes ethniques. Ainsi, la seule localité de Djibo (dans la province du Soum) a connu plus de 210 exécutions sommaires perpétrées par les FDS sur les populations civiles entre novembre 2019 et juin 2020. Les FDS et les groupes terroristes sont ainsi chacun responsables de plus de 37% des décès de civils, d'autres 18% sont imputables aux milices d'autodéfenses⁵. Les localités les plus impactées par les combats depuis le mois d'août 2020 sont Barani et

¹ Christophe Belanger, Goethie Derenoncourt, C.G. Landry, "State Fragility in Burkina Faso - Analysis and Policy Brief", *Carleton University*, Automne 2020.
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina-Faso-Fragility-Brief-2021.pdf>

² Mathieu Pellerin, "Le Sahel et la contagion libyenne", *Politique Étrangère*, 2012/4 (pages 835 à 847).
<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-4-page-835.htm>

³ International Crisis Group, "Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel", 01/02/2021.
<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/299-course-correction-sahel-stabilisation-strategy>

⁴ Cluster Protection Burkina Faso, "Burkina Faso - Rapport trimestriel janvier - mars 2021", 10/05/2021.
<https://tinyurl.com/vzpz3e2>

⁵ Oxfam, "Sahel : Ce qui doit changer - Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations", Avril 2021. <https://tinyurl.com/vhahvazk>



Nouna dans la région de la Boucle du Mouhoun, Matiacoali et Kantchari dans l'est, et Tongomayel et Baraboulé dans le Sahel⁶.

Plus largement, le conflit occupe plus de la moitié du territoire burkinabè et dévaste les régions du Sahel, de l'est, du nord, du centre-nord, du centre-est et de la Boucle du Mouhoun. Environ 3% du territoire national ne serait pas couvert par des services de sécurité. Si ce chiffre paraît faible, il est à relativiser dans la mesure où les FDS ne peuvent largement pas couvrir le territoire en proie au conflit, ce qui laisse le champ libre aux milices d'autodéfense et organisations paramilitaires agissant parfois en totale autonomie et concurrence envers les forces gouvernementales⁷.

En somme, le conflit au Burkina Faso a tué plus de 1 300 personnes et a forcé 1,2 million de personnes aux déplacements forcés (dont 20 000 réfugiés fuyant le conflit malien)⁸.

Les flux de populations déplacées s'ajoutent à la réduction des terres agropastorales disponibles. En retour, cela crée une pression sur les ressources foncières inégalement réparties et peu accessibles. Les burkinabè tirant leurs moyens de subsistance en grande majorité de l'élevage et de l'agriculture vivrière, le conflit en cours vient aggraver l'insécurité dans le pays et pourrait dégénérer en violence communautaire pour l'accaparement des terres.

Le conflit au Burkina Faso vient aussi s'immiscer tristement dans l'actualité internationale. En effet, plusieurs voyageurs étrangers ont perdu la vie depuis le début du conflit. Récemment, le 26 avril 2021, trois journalistes européens (2 Espagnols et 1 Irlandais) ont été kidnappés et assassinés par un groupe terroriste non identifié près de la ville de Pama dans l'est du pays alors qu'ils réalisaient un documentaire sur le braconnage⁹. Quelques années auparavant, un couple d'Australiens avait été enlevé à Djibo, à la frontière avec le Mali et le Niger, dans la nuit du 15 au 16 janvier 2016, lors d'un enlèvement coordonné avec les attentats de Ouagadougou. En

⁶ INTERSOS, United Nations High Commissioner for Refugees, Mouvement Burkinabè pour la Défense des Droits de l'Homme et des Peuples, ICAHD INTERNATIONAL, "Aperçu des tendances du monitoring de protection du déplacement forcé - Burkina Faso février - mars 2021", 07/05/2021. <https://tinyurl.com/3rm9ck6z>

⁷ Cluster Education Burkina Faso, "Évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation - du 26 août au 8 septembre 2020", publié en avril 2021. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/buf_cluster_education_rapport_jena2020_versionfinale.pdf

⁸ World Food Programme, "WFP Burkina Faso Country Brief", Avril 2021. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Burkina%20Faso%20Country%20Brief%2C%20April%202021.pdf>

⁹ Reporter Sans Frontières, "Burkina Faso : deux journalistes espagnols tués dans l'est du pays", 27/04/2021. <https://rsf.org/fr/actualites/burkina-faso-deux-journalistes-espagnols-tues-dans-lest-du-pays>



2018, plusieurs étrangers disparaissent également quand en décembre, un couple italo-canadien se fait barrer la route entre Bobo-Dioulasso et Ouagadougou. En septembre 2018, ce sont deux travailleurs expatriés - Sud-Africain et Indien - qui sont enlevés sur la mine d'or d'Inata dans le nord-ouest du pays. En plus de kidnapper les étrangers pour en tirer des revenus, les groupes djihadistes souhaitent sécuriser les sites aurifères qui abondent dans le pays¹⁰.

Une myriade d'acteurs en conflit

Au Burkina Faso, le conflit en cours est surtout assimilé à l'action des groupes armés terroristes (GAT) mais la situation sur le terrain se révèle plus complexe et met en relation différents acteurs, tant associés qu'en compétition.

L'investissement pour la seule lutte contre le terrorisme au Burkina Faso est estimé à 2 milliards d'euros par an, soit quatre fois plus que les montants moyens alloués à l'aide humanitaire pour ces quatre dernières années. Toutefois, cette réponse sécuritaire n'a pas permis d'améliorer la vie quotidienne de la population¹¹.

Parmi les acteurs de la lutte contre le terrorisme couvert par ces dépenses, il faut d'abord aborder le jeu des alliances internationales, intégrant le Burkina Faso en son sein. Établie en janvier 2020 lors du sommet de Pau, la Coalition pour le Sahel, qui représente un partenariat entre les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) et 12 membres étatiques ou institutionnels soutenant les pays précédemment cités (la France, l'Allemagne, l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement, le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondiale, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande). La Coalition du G5 Sahel et ses partenaires cherchent à stabiliser les pays de la zone au travers de quatre piliers : le combat contre le terrorisme ; le renforcement des capacités militaires des États du G5 Sahel ; le soutien et la promotion pour le retour de la

¹⁰ France24, "Burkina Faso : les trois Européens disparus dans une embuscade tués par des terroristes", 27/04/2021. <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20210427-burkina-faso-les-trois-europ%C3%A9ens-disparus-ont-%C3%A9t%C3%A9-tu%C3%A9s-par-les-terroristes-source-s%C3%A9curitaire-burkinab%C3%A9>

¹¹ Oxfam, "Sahel : Ce qui doit changer - Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations", Avril 2021. <https://tinyurl.com/vhahvazk>



présence de l'État et de l'administration sur les territoires touchés par la violence armée ; ainsi que le développement et l'organisation de l'assistance humanitaire¹².

Plus spécifiquement, les partenaires internationaux les plus connus sur le terrain sahélien sont surtout la force française Barkhane qui comptait environ 5 000 hommes au sol. Cette dernière sera démobilisée dans les prochains mois du terrain malien, afin de transférer "la charge de la sécurisation sahélienne" sur les États souverains de la zone, appuyés par une force armée européenne - la Force Takuba (signifiant "sabre" en tamasheq - langue touarègue) - mise en place en juin 2020 et composée d'unités de forces spéciales françaises, estoniennes, tchèques, suédoises, italiennes, belges et néerlandaises. Dans une moindre mesure, l'initiative régionale Américaine sous le commandement du Major General Dagvin Anderson vient également peser dans la collecte du renseignement et dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

En dépit de ces appuis internationaux de poids, les Forces de Défense et de Sécurité burkinabè (FDS) peinent à faire reculer l'avancée islamiste dans le pays. Cela est dû à plusieurs facteurs comme la désorganisation des forces armées avec les purges anti-Compaoré dans les administrations en 2014, l'enclavement du pays et la porosité du pays laissant facilement circuler des groupes armés étrangers en provenance d'États en proie à l'insécurité comme le Mali ou le Niger, la corruption endémique et l'accroissement des violences intercommunautaires sur lesquelles les GATs tirent partis. Par ailleurs, les capacités militaires des FDS restent assez faibles avec 11 200 soldats environ pour 20 millions d'habitants¹³. C'est pour cette raison que le 21 janvier 2020, l'Assemblée nationale burkinabè a voté la loi instituant le recrutement de "Volontaires pour la Défense de la Patrie" (VDP). Ces citoyens recrutés au niveau local, sur la base du volontariat, ont pour mission de remonter des informations sur les déplacements des groupes armés et sur les conflits locaux auprès des responsables militaires. Les volontaires doivent être âgés d'au moins 18 ans et reçoivent une formation initiale de 15 jours au maniement des armes légères et aux tactiques militaires de base pour mener des patrouilles en concertation avec les FDS. Ainsi, les VDP assurent 45% de la sécurité nationale aux côtés des militaires ou dans les zones où les FDS sont absentes. Leur mission est de "contribuer, au besoin par la force des armes, à la défense et à la protection des personnes et

¹² Christophe Belanger, Goethie Derenoncourt, C.G. Landry, "State Fragility in Burkina Faso - Analysis and Policy Brief", *Carleton University*, Automne 2020.
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina-Faso-Fragility-Brief-2021.pdf>

¹³ Ibid.



des biens de leur village ou de leur secteur de résidence, en vertu d'un contrat signé entre le volontaire et l'État"¹⁴.

À côté des FDS et des VDP ce sont également constituées des milices d'autodéfense populaires comme les koglwéogo, les dozo et les rouga.

Les koglwéogo sont une milice dont le nom est composé du verbe *Kogl* en langue mooré qui signifie "garder, préserver" et du mot *wéogo* qui désigne "la brousse, la contrée". Ce terme désigne tous les membres de ces groupes d'autodéfense sur une contrée spécifique - car les koglwéogo ne sont pas un organe sécuritaire nationale mais plutôt un ensemble de milices très localisées. L'approche sécuritaire des koglwéogo implique tous les acteurs de la communauté locale dans la protection des hommes, des villages, des animaux et des ressources naturelles. Au sein de ces milices on retrouve d'anciens bandits, des coupeurs de route repentis ou des agriculteurs¹⁵.

Ensuite, viennent les chasseurs dozo, reposant sur une hiérarchie traditionnelle bien plus ancienne que la structure administrative démocratique actuelle. À travers une confrérie fortement implantée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, les dozo ont pour rôle de chasser, de protéger la faune et la flore, d'assurer la protection des personnes et des biens, et de soigner les personnes souffrants de certaines maladies occultes¹⁶.

Enfin, dernière sous-catégorie de groupement milicien : les rouga. Ces derniers se définissent comme une organisation de défense corporative d'éleveurs. L'association rouga s'est fixée pour objectif la prévention des conflits avec les agriculteurs et d'assurer la cohabitation pacifique entre les éleveurs et agriculteurs, l'organisation de la transhumance, la protection des éleveurs contre les exactions et les attaques. Au-delà de ces objectifs, les rouga sont perçus comme une organisation d'assistance communautariste en vue de la défense des peuls et s'opposent parfois aux campagnes de représailles et exactions menées par les koglwéogo¹⁷.

¹⁴ Interpeace, Royaume des Pays-Bas. "Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso : Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience". Mars 2021. <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2021/04/2021-Jeter-les-bases-dune-paix-durable-au-Burkina-Faso.pdf>

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.



Ce sont néanmoins les koglwéogo qui sont les plus réputés dans leur activités de miliciens dans les communautés rurales. Il est estimé que cet ensemble de groupes d'autodéfense couvrirait environ 24% du territoire burkinabè pour s'occuper de l'ordre et de la justice en raison de la multiplication des incivilités de droits communs dû à l'absence de l'État. Leurs rangs se sont même étoffés depuis 2015 : il y aurait aujourd'hui plus de 4 500 milices d'autodéfenses de ce type dans le pays, comptant entre 20 000 et 45 000 membres¹⁸. Cependant, cette prise en charge des pouvoirs régaliens au profit des koglwéogo pourrait à terme constituer un contre-pouvoir voire une volonté d'autonomisation de ces milices vis-à-vis du pouvoir central. Ce qui fait craindre au chercheur Mamoudou Savadogo - spécialiste sur l'extrémisme violent et la radicalisation au Sahel - une volonté de scission des koglwéogo sur le long terme, envers le gouvernement de Ouagadougou qui s'est montré incapable de protéger sa population de la contagion islamiste¹⁹.

En raison de la faiblesse du gouvernement central à garantir l'ordre face à la montée de l'insécurité et aux attaques terroristes, les milices d'autodéfense applique leur propre vision de la justice et de l'application de la sécurité, conduisant parfois à des exactions et des atteintes aux droits humains. Ainsi, de récentes exactions imputables aux milices koglwéogo ont choqué l'opinion publique burkinabè comme le massacre de Yirgou, le 1er janvier 2019 où 49 personnes d'origines peules ont été tuées en représailles d'attaques djihadistes ; ou encore les tueries de Barga et Dinguila, qui ont coûté la vie à 43 civils²⁰.

Les relations sur le terrain entre les milices koglwéogos et dozo sont également assez fragiles et fluctuantes car elles ne relèvent pas des mêmes socles socio-historique et culturels. Les koglwéogo (d'influence moaga) et les dozo (d'influence mandingue), même s'ils ont le même objectif commun de sécurisation des biens et des personnes, ils ne partagent pas les caractéristiques organisationnelles leur permettant de s'associer : les premiers étant centralisés sur une base locale, les seconds ayant une hiérarchie acéphale²¹.

¹⁸ International Crisis Group, "Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel", 01/02/2021. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/299-course-correction-sahel-stabilisation-strategy>

¹⁹ ARTE Reportage. "Burkina Faso : la loi des milices". 10 mars 2021. https://www.youtube.com/watch?v=stZ_IvyZJ9Y&t=841s

²⁰ Interpeace, Royaume des Pays-Bas. "Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso : Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience". Mars 2021. <https://www.interpeace.org/wp-content/uploads/2021/04/2021-Jeter-les-bases-dune-paix-durable-au-Burkina-Faso.pdf>

²¹ Ibid.



Couplée aux attaques groupes terroristes islamistes, la violence des milices populaires vient communautariser le conflit entre Mossi et les Foulbé contre les populations peules, ces dernières étant perçus comme des étrangers musulmans offrant leur sympathie aux groupes terroristes²².

C'est sur ce dernier point que les différents groupes terroristes écumant le Burkina Faso tirent leur légitimité. La littérature naissante sur la violence et la radicalisation au Burkina Faso évoque l'action des HANI (Hommes Armés Non Identifiés) en raison de la difficile traçabilité des groupes djihadistes en provenance du Mali et du Niger²³. Pour asseoir leur domination sur les régions du Liptako-Gourma, ils exploitent les fractures ethniques et religieuses, certains prenant fait et cause des populations nomades peules marginalisées. En retour, la communauté peule se voit davantage réprimée en raison de la protection potentielle offerte par les djihadistes.

Sur le plan des groupes islamistes radicaux, deux grandes coalitions opèrent sur le territoire burkinabè à l'instar du Mali voisin. D'une part, la première coalition du GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) dirigée par le leader touareg malien Iyad Ag Ghaly regroupe plusieurs organisations djihadistes sahéliennes sous son étendard - Ansar Dine, Al Mourabitoune, AQMI et la Katiba du Macina. Leur objectif se concentre sur la région du Sahel à l'inverse de l'autre coalition djihadiste de l'EIGS (État Islamique au Grand Sahara) sous la houlette de l'ancien dirigeant du MUJAO - Adnane Al-Sahraoui - qui a un agenda djihadiste international à l'image de l'EI en Irak et en Syrie. À ces groupes tantôt partenaires, tantôt concurrents s'ajoute le groupe local - Ansarul Islam - du prédicateur salafiste burkinabè Malam Dicko, originaire de la province du Soum et recrutant ses soldats parmi les populations marginalisées peules²⁴.

En plus d'instrumentaliser les questions ethno-religieuses à leurs avantages, les groupes terroristes poursuivent un agenda sociétal et culturel. À l'instar de Boko Haram au Nigeria et dans le bassin du Lac Tchad, les écoles sont attaquées, les élèves enlevés voire enrôlés de force et les enseignants assassinés. Le Coran et l'enseignement arabe sont promus afin de remplacer

²² Christophe Belanger, Goethie Derenoncourt, C.G. Landry, "State Fragility in Burkina Faso - Analysis and Policy Brief", *Carleton University*, Automne 2020.
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina-Faso-Fragility-Brief-2021.pdf>

²³ Ouaga.com. "Burkina Faso - Terrorisme : Qui sont ces "HANI" qui nous attaquent ?". 2019. Consulté le 1er Mars 2021. <http://news.aouaga.com/h/125284.html>

²⁴ Bruno Charbonneau. "Paix et Sécurité en Afrique francophone. La lutte anti-terroriste dans le Sahel : de l'Opération Barkhane à la force conjointe du G5 Sahel". Cours en ligne Ouvert et Massif. *Université Senghor d'Alexandrie*. 31/03/2020.



le français. L'islamisation des régions en proie à l'insécurité s'effectue également par l'imposition du port du voile islamique pour les femmes et de la barbe et pantalon sauté pour les hommes. Lors des prêches radicaux, les groupes armés somment les villages sous leur coupe d'abandonner l'alcool, le tabac et toutes collaborations avec les FDS et VDP sous peine de représailles²⁵.

À terme, l'objectif des différents groupes djihadistes serait de mettre la main sur les importantes ressources en or du Burkina Faso et de se servir du pays comme base arrière pour rejoindre les pôles économiques côtiers de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Bénin et du Togo.

Quel avenir pour le conflit au Burkina Faso ?

La question qui se pose alors est de savoir si le Burkina Faso s'effondrera définitivement sous les coups du terrorisme islamiste et la communautarisation du conflit par le biais des milices. Pour ce premier point, l'historien africaniste Bernard Lugan explique que la situation actuelle n'a rien de nouveau et renoue avec une dynamique géopolitique ancienne : celle des grands Djihads du XVI^e siècle, où les chefs de guerre musulmans tentaient d'atteindre les côtes de l'Ouest et du Golfe de Guinée pour contrôler les points économiques maritimes²⁶.

À l'échelle du Burkina Faso, on remarque que cette tendance est visible avec le récent rapprochement du ministre de la Défense burkinabè - Chériff Sy - avec son homologue ivoirien - Téné Birahima Ouattara. Les deux hommes souhaitent mutualiser leurs efforts dans la lutte contre le djihadisme qui commence à s'étendre vers la région ivoirienne de Kafolo depuis 2020²⁷.

²⁵ INTERSOS, United Nations High Commissioner for Refugees. Rapport mensuel de monitoring de protection. 12/04/2021.

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/RAPPORT%20FINAL%20DE%20MONITORING%20E%20PROTECTION%20MARS%202021%20-%20REGION%20DE%20L%27EST.pdf>

²⁶ Bernard Lugan. "Histoire de l'Afrique. Des origines à nos jours". "Chapitre IV. L'espace saharo-sahélien. B. Les guerres du Mali et leur extension régionale". 2nd édition. *Ellipses*. Juin 2020.

²⁷ Le Figaro. "Lutte anti-djihadiste : Burkina et Côte d'Ivoire veulent "mutualiser" leurs efforts. 2021. Consulté le 10 mai 2021. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/lutte-anti-djihadiste-burkina-et-cote-d-ivoire-veulent-mutualiser-leurs-efforts-20210510>



Plus largement, l'ancienne puissance coloniale française semble en bien mauvaise posture : discrètement évincée du continent par la puissance économique chinoise, la puissance militaire russe vient rogner l'ancien pré-carré français, qui par l'intermédiaire de la compagnie militaire privée Wagner vient s'impliquer dans le jeu interne centrafricain, congolais et nigérien et conclut des accords de défense avec le Mali et le Burkina Faso. Ces pays africains espèrent voir une prise en charge différente de leurs enjeux locaux, loin des intérêts de Paris.

Sur un point plus discret, la présence turque en Libye est venue bouleverser l'équilibre des forces au nord du continent. Sur les marches de l'ancien empire ottoman, Ankara vient pousser les rebelles Toubou à la frontière du Tchad, ce qui pousse ce dernier à remobiliser ses forces pour contrer l'invasion, une dynamique qui a été accentuée par la mort d'Idriss Déby le 19 avril dernier.

Ainsi, le retour russe en Afrique, la démobilisation des tchadiens, ancien "gendarmes du Sahel" et l'affaiblissement de la puissance française au Sahel auront-elle raison de la pérennité de l'État burkinabè ? Le pays deviendra-t-il un nouvel État failli, nouvelle tête de pont du terrorisme islamiste lorgnant sur le Golfe de Guinée ?